

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 24/472

Le conseil d'administration du FMI achève les troisièmes revues des accords au titre du MEDC et de la FEC et la deuxième revue de l'accord au titre de la FRD, et achève les consultations de 2024 au titre de l'article IV avec la Côte d'Ivoire.

le 13 décembre 2024

Washington. Le 11 décembre 2024, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les troisièmes revues des accords au [titre du mécanisme élargi de crédit](#) (MEDC) et [de la facilité élargie de crédit](#) (FEC) et la deuxième revue de l'accord au titre de la facilité pour [la résilience et la durabilité](#) (FRD) ([PR 24/464](#)), et a achevé les consultations de 2024 au titre de l'article IV[1] avec la Côte d'Ivoire.

Les résultats de la Côte d'Ivoire ont été solides tant dans le cadre des accords de 40 mois au titre du MEDC et de la FEC avec un accès combiné de 2 601,6 millions de DTS (soit 400 % de la quote-part) que dans le cadre de la FRD, avec un accès de 975,6 millions de DTS (soit 150 % de la quote-part). La mise en œuvre des programmes a été satisfaisante jusqu'à présent, tous les critères de réalisation, repères structurels et mesures de réforme prévues pour les revues ayant été respectés ou mis en œuvre. L'achèvement des revues ouvre la voie à un décaissement immédiat d'environ 808,5 millions de dollars au titre des accords MEDC/FEC et FRD.

La détermination sans faille des autorités à mettre en œuvre des réformes dans le cadre des deux programmes devrait aider la Côte d'Ivoire à accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à moyen terme et à renforcer sa résilience face au changement climatique. Par ailleurs, les obstacles structurels existant de longue date, notamment la prépondérance du secteur informel, qui a été au centre des entretiens des consultations de 2024 au titre de l'article IV, ainsi que les lacunes en matière d'égalité entre les genres, font obstacle à une croissance plus forte et plus inclusive.

L'économie ivoirienne continue de faire preuve de résilience. La vigueur de la consommation et de la demande d'investissement soutient une activité économique robuste en 2024, malgré une production agricole et une activité de construction inférieures aux prévisions. Cependant, une croissance encore vigoureuse est attendue à court et moyen terme avec un redressement de la production agricole, un renforcement de l'activité des industries extractives qui bénéficiera de la pleine mise en exploitation du champ pétrolifère Baleine, et une croissance de la production d'énergie soutenue par la modernisation en cours des investissements. L'inflation continue de se modérer. L'inflation globale annuelle moyenne mesurée par l'IPC devrait chuter de 4,4 % (en glissement annuel) en 2023 à 3,8 % en glissement annuel d'ici la fin de 2024, grâce à la baisse des prix des principaux produits alimentaires et des produits de base. Le secteur financier reste solide. Les engagements annoncés lors de la COP 29 de novembre contribueront à mobiliser des financements pour l'action climatique en Côte d'Ivoire.[2]

Les déséquilibres budgétaires et extérieurs se résorbent progressivement depuis 2023. Un rééquilibrage budgétaire décisif fondé sur les recettes est en bonne voie et la viabilité de la dette s'est améliorée. Le déficit budgétaire est passé de 6,8 % du PIB en 2022 à 5,2 % du PIB en 2023, grâce à des mesures énergiques prises d'emblée au

niveau des recettes. D'autres mesures portant sur les recettes en 2024 et 2025 devraient accompagner un nouvel assainissement des finances publiques pour atteindre un déficit de 4 % du PIB en 2024 et de 3 % du PIB en 2025. Le risque de surendettement est confirmé modéré et les perspectives de la dette se sont améliorées, principalement grâce à l'amélioration des ratios de liquidité et aux opérations préventives de gestion de la dette. Après un creusement du déficit courant à 7,9 % du PIB en 2023, une nette amélioration est attendue en 2024, grâce à une amélioration notable des termes de l'échange. Les cours records du cacao, conjugués à une amélioration des perspectives de production, devraient soutenir les recettes d'exportation et ramener le déficit courant à environ 5,1 % du PIB en 2024.

Évaluation par le conseil d'administration [3]

Les administrateurs ont convenu de l'orientation générale de l'évaluation effectuée par les services du FMI. Ils saluent la performance solide obtenus par les autorités dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et le renforcement des fondamentaux macroéconomiques qui en a résulté. Cependant, constatant des risques considérables à la baisse, les administrateurs ont souligné l'importance de maintenir le cap des réformes importantes afin d'asseoir la viabilité des finances publiques et de la dette, de renforcer la résilience climatique et de poser les bases d'une croissance inclusive soutenue et d'une transformation économique.

Les administrateurs ont salué l'engagement des autorités en faveur d'une consolidation budgétaire axée sur les revenus pour réduire le déficit à l'objectif de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA en 2025. Ils ont insisté sur la nécessité d'une mise en œuvre efficace de la stratégie de recettes à moyen terme et ont souligné l'importance d'élargir l'assiette fiscale et de rationaliser les dépenses fiscales et les exonérations de TVA afin de soutenir un système fiscal plus simple, plus transparent et plus équitable. Compte tenu des défis liés à la réalisation d'objectifs de recettes ambitieux, les administrateurs ont souligné l'importance d'améliorer l'efficacité des dépenses, de réduire les dépenses non prioritaires et de préparer des mesures de contingence. Ils ont souligné que toutes pressions imprévues sur les dépenses dues aux conditions sécuritaires régionales devraient être intégrées dans l'enveloppe budgétaire. Les administrateurs se sont félicités de l'amélioration de la viabilité de la dette et ont encouragé les efforts continus pour renforcer les capacités de gestion de la dette. Ils ont salué les réformes de l'administration fiscale en cours, qui seront accompagnées d'efforts visant à améliorer l'efficacité des dépenses ainsi que la couverture, la transparence et la gestion des finances publiques, en particulier pour les entreprises publiques.

Les administrateurs ont noté positivement les efforts continus des autorités pour améliorer la gouvernance et l'intégrité financière et réduire les risques de corruption. Ils ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures décisives pour remédier aux lacunes du cadre de LBC/FT, conformément aux plans d'action convenus du GAFI, afin d'assurer un retrait rapide de la liste grise du GAFI.

Les administrateurs ont souligné l'importance de maintenir les réformes structurelles pour renforcer le climat des affaires et l'inclusion financière et induire un investissement accru du secteur privé. Ils ont souligné la nécessité de réduire les niveaux élevés d'informalité et de promouvoir la diversification, ce qui à son tour devrait soutenir une croissance plus inclusive et la transformation du pays vers le statut de

pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les administrateurs ont souligné l'importance de continuer les efforts pour renforcer la résilience aux risques climatiques en vue d'une transformation durable de l'économie ivoirienne, et ont salué les engagements visant à catalyser le financement climatique.

Il est prévu que la prochaine consultation au titre de l'article IV avec la Côte d'Ivoire se déroulera conformément à la décision du conseil d'administration sur les cycles de consultation pour les pays membres ayant conclu un accord avec le FMI.

Tableau 1. Côte d'Ivoire : principaux indicateurs économiques et financiers, 2022–26

Population (2021) : 29 millions	Indice de Gini (2018) : 37.3				
PIB par habitant (2021) : 2 445 dollars	Espérance de vie (2021) : 60				
Pourcentage de la population en-dessous du seuil de pauvreté (2018) : 39.5%					
	2022	2023	2024	2025	2026
	Prel	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Production					
Croissance du PIB réel (en %)	6.2	6.2	6.1	6.3	6.3
Prix					
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	5.2	4.4	4.0	3.0	2.2
Finances de l'administration centrale					
Recettes (en % du PIB)	14.7	15.6	16.3	17.3	17.8
Dépenses (en % du PIB)	22.1	21.5	20.8	20.8	21.2
Solde budgétaire (en % du PIB)	-6.8	-5.2	-4.0	-3.0	-3.0
Dette publique (en % du PIB)	56.6	58.1	59.3	56.0	54.3

Monnaie et crédit

Monnaie au sens large (variation en %)	9.0	3.3	...	...	...
Crédit au secteur privé (variation en %)	7.3	16.2	...	...	...

Balance des paiements

Compte des transactions courantes (en % du PIB)	-7.7	-7.9	-5.1	-1.7	-2.4
IDE (en % du PIB)	2.0	1.7	3.8	3.8	3.3
Réserves de l'UEMOA (en mois d'importations)	4.0	3.3	...	...	...
Dette extérieure (en % du PIB)	34.5	35.9	35.9	36.2	35.5

Taux de change

Taux de change effectif réel (variation en %, dépréciation -)	-4.9	4.2	...	...	...
---	------	-----	-----	-----	-----

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

[1] Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

[2] [Le gouvernement de la Côte d'Ivoire collabore avec les institutions financières internationales, les partenaires au développement et le secteur privé pour mobiliser le financement de l'action climatique](#)

[3] À l'issue des délibérations, la Directrice générale, en qualité de présidente du conseil d'administration, résume les vues des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes

convenus utilisés communément dans les résumés des délibérations du conseil d'administration à l'adresse : <http://www.IMF.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

Département de la communication du FMI

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

ATTACHÉ DE PRESSE: KWABENA AKUAMOA-BOATENG

TÉLÉPHONE:+1 202 623-7100**COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG

PRESS RELEASE NO. 24/472

IMF Executive Board Completes the Third Reviews of the EFF/ECF Arrangements and the Second Review of the RSF Arrangement and Concludes 2024 Article IV Consultation with Côte d'Ivoire

Washington, DC: On December 11, 2024, the Executive Board of the International Monetary Fund (IMF) completed the Third Reviews of the [Extended Fund Facility](#) (EFF) and [Extended Credit Facility](#) (ECF) Arrangements and the Second Review of the [Resilience and Sustainability Facility](#) Arrangement (RSF) (see [PR 24/464](#)), and concluded the 2024 Article IV consultation^[1] with Cote d'Ivoire.

Côte d'Ivoire's performance has been strong under both the 40-month EFF/ECF arrangements with a combined access of SDR 2,601.6 million (or 400 percent of quota) and under the RSF with an access of SDR 975.6 million (or 150 percent of quota). Program implementation has been satisfactory thus far, with all performance criteria, structural benchmarks and reform measures scheduled for the reviews met or implemented. The completion of the reviews allows for an immediate disbursement of about US\$ 808.5 million under the EFF/ECF and RSF arrangements.

The authorities' ongoing commitment to reforms under both programs should support Côte d'Ivoire's transformation towards upper middle-income status over the medium-term and enhance its resilience to climate change. At the same time, longstanding structural impediments, including high and persistent informality, the focus of the 2024 Article IV consultation discussions, along with gaps in gender equality, present challenges to higher and more inclusive growth.

Côte d'Ivoire's economy continues to display resilience. Strong consumption and investment demand underpin robust economic activity in 2024 despite weaker than expected agricultural production, and construction activity. Nevertheless, further buoyant growth is expected over the near to medium term with a recovery of agricultural production, stronger extractive industries activity which will benefit from the Baleine oil field fully coming onstream, and growth in energy production supported by the ongoing investment upgrades. Inflation continues to moderate. Headline annual

average CPI inflation is projected to fall from 4.4 percent (yoy) in 2023 to 3.8 percent (yoy) by end-2024 as key food and commodity prices continue to ease. The financial sector remains sound. The commitments announced during the November COP 29 will help catalyze climate financing in Côte d'Ivoire.[\[2\]](#)

Fiscal and external imbalances have been steadily receding since 2023. Decisive revenue-based fiscal consolidation is on track and debt sustainability has improved. The fiscal deficit fell from 6.8 percent of GDP in 2022 to 5.2 percent of GDP in 2023, on the back of strong upfront revenue measures. Further revenue measures in 2024 and 2025 are expected to support an additional fiscal consolidation to reach a fiscal deficit of 4 percent of GDP in 2024 and 3 percent of GDP in 2025. The risk of debt distress is confirmed as moderate, and the debt outlook improved mainly due to improved liquidity ratios and proactive debt management operations. After a widening of the current account deficit to 7.9 percent of GDP in 2023, a sharp improvement is expected in 2024, on the back of significant terms-of-trade gains. Record-high cocoa prices, along with increased production prospects, are expected to support export revenue and narrow the current account deficit to about 5.1 percent of GDP in 2024.

Executive Board Assessment[\[3\]](#)

Executive Directors agreed with the thrust of the staff appraisal. They commended the authorities' strong performance under the Fund-supported programs, and the resulting strengthening of macroeconomic fundamentals. However, noting significant downside risks, Directors stressed the importance of staying the course on important reforms to entrench fiscal and debt sustainability, strengthen climate resilience, and lay the foundation for sustained higher inclusive growth and economic transformation.

Directors welcomed the authorities' commitment to revenue-based fiscal consolidation to reduce the deficit to the WAEMU target of 3 percent of GDP in 2025. They underlined the need for effective implementation of the Medium-Term Revenue Strategy and emphasized the importance of expanding the tax base and streamlining tax expenditures and VAT exemptions to support a simpler, more transparent, and equitable tax system. Given the challenges associated with achieving ambitious revenue targets, Directors highlighted the importance of increasing spending efficiency, reducing non-priority spending, and preparing contingency measures. They stressed that any unforeseen spending pressures from regional security conditions should be accommodated within the budget envelope. Directors welcomed the improvement in debt sustainability and encouraged continued efforts to strengthen debt management capacity. They welcomed ongoing tax-administration reforms, which will be aided by efforts to improve spending efficiency and enhance coverage, transparency, and management of public finances, especially for state owned enterprises.

Directors positively noted the authorities' continued efforts to improve governance and financial integrity and reduce corruption risks. They emphasized the need to take decisive steps to address weaknesses in the AML/CFT framework in line with the agreed FATF action plans to ensure an expeditious exit from the FATF grey list.

Directors stressed the importance of sustaining structural reforms to strengthen the business environment and financial inclusion and induce higher private sector investment. They emphasized the need to reduce the high levels of informality and

promote diversification, which in turn should support more inclusive growth and the country's transformation toward upper middle-income status. Directors underlined the importance of pursuing efforts to strengthen resilience to climate risks for a sustainable transformation of the Ivorian economy and welcomed the commitments to catalyze climate finance.

It is expected that the next Article IV consultation with Cote d'Ivoire will be held in accordance with the Executive Board decision on consultation cycles for members with Fund arrangements.

Table 1. Côte d'Ivoire: Selected Economic and Financial Indicators, 2022–26

Population (2021): 29 million

Gini Index (2018): 37.3

Per capita GDP (2021): 2,445 USD

Life Expectancy (2020): 60

Share of population below the poverty line (2021): 36.3%

	2022	2023	2024	2025	2026
		Prel.	Proj.	Proj.	Proj.
Output					
Real GDP Growth (%)	6.2	6.2	6.1	6.3	6.3
Prices					
Inflation (annual average, %)	5.2	4.4	4.0	3.0	2.2
Central government finances					
Revenues (% GDP)	14.7	15.6	16.3	17.3	17.8

Expenditure (% GDP)	22.1	21.5	20.8	20.8	21.2
Fiscal balance (% GDP)	-6.8	-5.2	-4.0	-3.0	-3.0
Public debt (% GDP)	56.6	58.1	59.3	56.0	54.3

Money and Credit

Broad money (% change)	9.0	3.3	...	...	...
Credit to private sector (% change)	7.3	16.2	...	...	...

Balance of payments

Current account (% GDP)	-7.7	-7.9	-5.1	-1.7	-2.4
Net FDI Inflows (% GDP)	2.0	1.7	3.8	3.8	3.3
WAEMU reserves (in months of imports)	4.0	3.3	...	...	...
External public debt (% GDP)	34.5	35.9	35.9	36.2	35.5

Exchange rate

REER (% change, depreciation –)	-4.9	4.2	...	...	...
---------------------------------	------	-----	-----	-----	-----

Sources: Ivorian authorities, World Bank, and IMF staff estimates.

[1] Under Article IV of the IMF's Articles of Agreement, the IMF holds bilateral discussions with members, usually every year. A staff team visits the country, collects economic and financial information, and discusses with officials the country's economic developments and policies. On return to headquarters, the staff prepares a report, which forms the basis for discussion by the Executive Board.

[2] [Government of Côte d'Ivoire Collaborates with International Financial Institutions, Development Partners, and the Private Sector to Catalyze Climate Finance](#)

[3] At the conclusion of the discussion, the Managing Director, as Chairman of the Board, summarizes the views of Executive Directors, and this summary is transmitted to the country's authorities. An explanation of any qualifiers used in summings up can be found here: <http://www.IMF.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

IMF Communications Department

MEDIA RELATIONS

PRESS OFFICER: KWABENA AKUAMOAHO-BOATENG

PHONE: +1 202 623-7100**EMAIL:** MEDIA@IMF.ORG